

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 4 juillet 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 13 mai 1999 fixant la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 25 mars 1999 relative à la réforme des cantons judiciaires", a donné le 7 juillet 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 4 juli 2000 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 mei 1999 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van sommige bepalingen van de wet van 25 maart 1999 betreffende de hervorming van de gerechtelijke kantons", heeft op 7 juli 2000 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"(l'urgence est motivée) ... par le fait que cet ajournement entraîne l'invalidation des places vacantes de greffier en chef déjà publiées au Moniteur belge et qu'il s'impose dès lors d'y procéder dans les plus brefs délais dans un souci d'information des candidats intéressés."

Par lettre du 6 juillet 2000, le Ministre de la Justice a ajouté que l'urgence se justifiait également pour les raisons suivantes :

"Afin de mieux préciser l'urgence invoquée dans ma demande d'avis relative au projet repris en rubrique, formulée le 4 juillet 2000, il me paraît utile de vous informer qu'il entre dans les intentions du gouvernement de faire entrer en vigueur la loi du 25 mars 1999 relative à la réforme des cantons judiciaires le 1er septembre 2001, au lieu du 1er septembre 2000 tel que fixé par l'arrêté royal du 13 mai 1999.

L'ajournement envisagé nécessite dès lors une modification législative étant donné que l'article 26 de la loi du 25 mars 1999, qui charge le Roi de fixer son entrée en vigueur, stipule que cette entrée en vigueur interviendra au plus tard dix-huit mois après la publication de la loi au Moniteur belge.

Il s'indique dans ces conditions de modifier de toute urgence l'arrêté royal du 13 mai 1999 afin, dans un premier temps, de reculer l'entrée en vigueur de la loi jusqu'à la date butoir du 22 novembre 1999 et de permettre ainsi au législateur de modifier le texte de l'article 26 de ladite loi dans le sens souhaité."

.../...

Il convient, dès lors, de compléter la motivation de l'urgence figurant dans le préambule du projet.

*

* *

Le Conseil d'Etat, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

*

* *

Portée du projet

L'article 1er de l'arrêté royal du 13 mai 1999 (1) dispose :

"La loi du 25 mars 1999 relative à la réforme des cantons judiciaires entre en vigueur le 1er septembre 2000, à l'exception :

- 1° des articles 23, § 3, alinéa 4, 24, alinéa 1er, et 26, qui entrent en vigueur le jour de la publication de cette loi au Moniteur belge;

(1) Arrêté royal fixant la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 25 mars 1999 relative à la réforme des cantons judiciaires.

- 2° de l'article 22, § 3, alinéa 1er, et § 5, dans la mesure où celui-ci réfère au § 3, alinéa 1er, et de l'article 23, § 3, alinéa 1er, qui entrent en vigueur le 1er octobre 1999.".

Cet arrêté royal a été publié, en même temps que la loi du 25 mars 1999 relative à la réforme des cantons judiciaires, au Moniteur belge du 22 mai 1999. Il est entré en vigueur à cette date.

Le projet vise seulement à supprimer le début de l'article 1er de l'arrêté royal du 13 mai 1999 qui dispose que la loi du 25 mars 1999 relative à la réforme des cantons judiciaires entre en vigueur le 1er septembre 2000. Il ne remet nullement en cause l'entrée en vigueur, déjà réalisée, des articles mentionnés au 1° et 2° de l'arrêté royal du 13 mai 1999.

Les raisons qui justifient la suppression de l'entrée en vigueur de la loi du 25 mars 1999 relative à la réforme des cantons judiciaires au 1er septembre 2000 ne sont pas correctement mentionnées dans les considérants. Des explications fournies par le fonctionnaire délégué, il résulte que le projet se justifie pour les raisons suivantes.

En vertu de l'article 1er de l'arrêté royal du 13 mai 1999, la loi précitée du 25 mars 1999 entre en vigueur dans son intégralité le 1er septembre 2000. A cette date, de nouveaux cantons judiciaires verront le jour et certains d'entre eux ne seront pas pourvus d'un juge de paix. Or, aucune place vacante de juge de paix n'a encore été publiée au Moniteur belge. Même si cette publication

.../...

devait avoir lieu dans les prochains jours, la nomination des nouveaux juges de paix ne pourrait intervenir avant plusieurs mois, ce qui aurait pour conséquence que ces cantons judiciaires seraient dépourvus de titulaires pendant un certain temps. C'est cette conséquence que le Ministre de la Justice veut éviter. Dès lors, l'entrée en vigueur de la loi du 25 mars 1999 relative à la réforme des cantons judiciaires sera retardée. Dans un premier temps - et tel est l'objet du projet examiné - l'arrêté royal du 13 mai 1999 sera modifié afin d'éviter que la loi du 25 mars 1999 n'entre en vigueur le 1er septembre 2000. Dans un second temps, l'article 26 de la loi du 25 mars 1999 sera modifié afin de prévoir comme date d'entrée en vigueur ultime, non pas dix-huit mois après sa publication (c'est-à-dire le 22 novembre 2000) mais le 1er septembre 2001. De la sorte, les procédures de nomination des nouveaux juges de paix - qui, en vertu de la loi du 22 décembre 1998 (1), pourront débiter neuf mois avant la vacance - seront terminées lorsque les nouveaux cantons judiciaires verront le jour.

Les considérants du projet d'arrêté doivent être revus à la lumière de ces explications.

(1) Loi du 22 décembre 1998 "modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la Justice, la nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats".

Examen du projet

Préambule

Outre l'observation formulée ci-dessus quant aux considérants, le préambule appelle l'observation suivante.

L'avis de l'inspecteur des finances a été donné le 27 juin 2000. Il convient de mentionner cet avis dans le préambule de l'arrêté.

Dispositif

Le dispositif n'appelle aucune observation, sauf que le texte néerlandais de l'article 1er, § 2, en projet doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief als volgt :

"... par le fait que cet ajournement entraîne l'invalidation des places vacantes de greffier en chef déjà publiées au Moniteur belge et qu'il s'impose dès lors d'y procéder dans les plus brefs délais dans un souci d'information des candidats intéressés."

Bij brief van 6 juli 2000 heeft de Minister van Justitie daaraan toegevoegd dat ook de volgende redenen het spoedeisende karakter ervan staven :

"Afin de mieux préciser l'urgence invoquée dans ma demande d'avis relative au projet repris en rubrique, formulée le 4 juillet 2000, il me paraît utile de vous informer qu'il entre dans les intentions du gouvernement de faire entrer en vigueur la loi du 25 mars 1999 relative à la réforme des cantons judiciaires le 1er septembre 2001, au lieu du 1er septembre 2000 tel que fixé par l'arrêté royal du 13 mai 1999.

L'ajournement envisagé nécessite dès lors une modification législative étant donné que l'article 26 de la loi du 25 mars 1999, qui charge le Roi de fixer son entrée en vigueur, stipule que cette entrée en vigueur interviendra au plus tard dix-huit mois après la publication de la loi au Moniteur belge.

Il s'indique dans ces conditions de modifier de toute urgence l'arrêté royal du 13 mai 1999 afin, dans un premier temps, de reculer l'entrée en vigueur de la loi jusqu'à la date butoir du 22 novembre 1999 et de permettre ainsi au législateur de modifier le texte de l'article 26 de ladite loi dans le sens souhaité."

.../...

De motivering van het verzoek om spoedbehandeling in de aanhef van het ontwerp dient dan ook te worden aangevuld.

*

*

*

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de Raad van State, afdeling wetgeving, zich bepaald tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

*

*

*

Strekking van het ontwerp

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 13 mei 1999 (1) bepaalt :

"De wet van 25 maart 1999 betreffende de hervorming van de gerechtelijke kantons treedt in werking op 1 september 2000, met uitzondering van :

-
- (1) Koninklijk besluit tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van sommige bepalingen van de wet van 25 maart 1999 betreffende de hervorming van de gerechtelijke kantons.

.../...

- 1° de artikelen 23, § 3, vierde lid, 24, eerste lid, en 26, die in werking treden op de dag van de bekendmaking van deze wet in het Belgisch Staatsblad;
- 2° het artikel 22, § 3, eerste lid, en § 5, voor zover deze refereert naar § 3, eerste lid, en het artikel 23, § 3, eerste lid, die in werking treden op 1 oktober 1999."

Dit koninklijk besluit is terzelfder tijd met de wet van 25 maart 1999 betreffende de hervorming van de gerechtelijke kantons, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 22 mei 1999. Het is op die datum in werking getreden.

Het ontwerp strekt er alleen toe in het koninklijk besluit van 13 mei 1999 het begin van artikel 1 te schrappen, waarin wordt bepaald dat de wet van 25 maart 1999 betreffende de hervorming van de gerechtelijke kantons in werking treedt op 1 september 2000. Het zet geenszins de reeds ingegane inwerkingtreding op de helling van de artikelen die worden vermeld onder 1° en 2° van het koninklijk besluit van 13 mei 1999.

De redenen tot staving van het opheffen van de inwerkingtreding van de wet van 25 maart 1999 betreffende de hervorming van de gerechtelijke kantons op 1 september 2000, worden niet naar behoren aangegeven in de overwegingen. Uit de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte uitleg blijkt dat het ontwerp gerechtvaardigd is om de volgende redenen.

Krachtens artikel 1 van het koninklijk besluit van 13 mei 1999, treedt de voormelde wet in haar algeheelheid in

.../...

werking op 1 september 2000. Op die datum zullen nieuwe gerechtelijke kantons worden ingesteld en sommige ervan zullen geen vrederechter hebben. In het Belgisch Staatsblad is evenwel nog geen enkele vacature van vrederechter bekendgemaakt. Zelfs indien deze bekendmaking in de eerstvolgende dagen geschiedt, zal het nog verscheidene maanden duren alvorens de nieuwe vrederechters kunnen worden benoemd, met als gevolg dat er voor die gerechtelijke kantons gedurende een bepaalde tijd geen titularissen zijn. Het is dat gevolg dat de Minister van Justitie wil voorkomen. De inwerkingtreding van de wet van 25 maart 1999 betreffende de hervorming van de gerechtelijke kantons wordt bijgevolg uitgesteld. In een eerste fase - en dat is het doel van het voorliggende ontwerp - zal het koninklijk besluit van 13 mei 1999 worden gewijzigd om te voorkomen dat de wet van 25 maart 1999 op 1 september 2000 in werking treedt. In een tweede fase zal artikel 26 van de wet van 25 maart 1999 worden gewijzigd om te bepalen dat de uiterste datum van inwerkingtreding niet valt achttien maanden na de bekendmaking ervan (dit wil zeggen op 22 november 2000), doch op 1 september 2001. Zodoende zullen de procedures voor de benoeming van de nieuwe vrederechters - die krachtens de wet van 22 december 1998 (1) negen maanden vóór de vacature megen worden aangevat - besloten zijn wanneer de nieuwe gerechtelijke kantons worden ingesteld.

De overwegingen van het ontwerpbesluit moeten worden herzien in het licht van die uitleg.

(1) Wet van 22 december 1998 "tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem".

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

Naast de hierboven gemaakte opmerking over de overwegingen, behoort bij de aanhef de volgende opmerking te worden gemaakt.

De inspecteur van financiën heeft zijn advies gegeven op 27 juni 2000. Dit advies moet in de aanhef van het besluit worden vermeld.

Dispositief

Bij het dispositief behoeft geen enkele opmerking te worden gemaakt, behalve dat het ontworpen artikel 1, § 2, als volgt moet worden gesteld :

"Artikel 22, § 3, eerste lid, en § 5, voorzover deze refereert aan § 3, eerste lid, en artikel 23, § 3, eerste lid, van dezelfde wet in werking op 1 oktober 1999.".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté
par M. A. LEFEBVRE, auditeur.
La note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
Mme I. LEYSEN, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
de Mevr. I. LEYSEN, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlan-
daise a été vérifiée sous le con-
trôle de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van de H.
P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS